

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 22 MARS 1927.

Projet de Loi supprimant certains Conseils de Prud'hommes, modifiant le ressort de certains autres et établissant un Conseil de Prud'hommes à Hasselt.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

Ainsi qu'il ressort de l'intitulé du présent projet de loi, le but de celui-ci est multiple.

En réalité, l'objet principal consiste à modifier la circonscription d'un certain nombre de Conseils de prud'hommes, *en l'étendant*, de manière à faire bénéficier des avantages de la loi prud'homale une proportion plus considérable de travailleurs. Cette préoccupation, est-il nécessaire de le faire remarquer, est en parfaite harmonie avec l'esprit de la loi du 9 juillet 1926, qui a réalisé une extension très importante des catégories de personnes sur lesquelles les Conseils de prud'hommes ont juridiction.

C'est en se plaçant à ce point de vue, que le Gouvernement propose d'étendre les ressorts des Conseils de prud'hommes de Malines, Turnhout, Bruxelles, Hal, Louvain, Wavre, La Louvière, Pâturages, Huy, Liège, Verviers, Andenne, Auvelais, Dinant et Namur.

Il a paru désirable d'englober dans les ressorts de ces divers Conseils toutes les communes qui ne font encore partie d'aucune circonscription prud'homale et dont le rattachement n'est pas exclu en raison de leur trop grand éloignement

par rapport au siège de l'institution ou à cause du défaut ou de l'insuffisance de communications.

Mais certaines extensions de ressort proposées se justifient par d'autres considérations.

Parmi ces extensions il en est une qui mérite d'attirer votre attention particulière; c'est celle qui institue un Conseil de prud'hommes unique pour toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Il ne s'agit plus ici d'étendre le bénéfice de la loi prud'homale à des localités qui, jusqu'à présent, en étaient privées, mais de réaliser les avantages importants attachés à la centralisation.

Premier avantage: tandis qu'actuellement il peut arriver que le rôle de certains Conseils de prud'hommes établis dans l'agglomération bruxelloise soit insuffisamment fourni, il sera facile d'organiser le Conseil de prud'hommes du Grand-Bruxelles de manière à ce que ses diverses chambres soient toujours normalement occupées. En d'autres termes, avec la réforme proposée, le rendement sera meilleur.

De ce premier avantage, en découle un second, c'est qu'étant plus régulièrement occupés, ayant plus de contestations à juger, les prud'hommes bruxellois seront à même d'acquérir une expé-

rience plus grande et de mieux s'acquitter de leur délicate mission.

Troisième avantage : la centralisation dans une même juridiction de toutes les contestations du travail qui s'élèvent dans l'agglomération bruxelloise permettra, dans une certaine mesure, de spécialiser, en ce sens qu'il sera fort souvent possible de faire juger les justiciables par des prud'hommes appartenant à la même industrie, exerçant la même profession qu'eux, en ce sens encore, que certaines chambres pourront utilement se spécialiser dans la connaissance de certaines affaires déterminées, par exemple, les affaires de préavis de congé, de malfaçon, de divulgation de secrets de fabrication ou d'affaires, etc.

Le quatrième avantage de la centralisation, celui auquel le Gouvernement aussi bien d'ailleurs que les chefs d'entreprise et les travailleurs intéressés attachent le plus d'importance, c'est que la centralisation conduit à une plus grande unité de jurisprudence. En réalité, les diverses communes de l'agglomération bruxelloise constituent, au point de vue population ouvrière, au point de vue organisation et méthodes de travail, au point de vue usages concernant la main-d'œuvre, un ensemble parfaitement homogène. Si, dans un tel milieu, il vient à se manifester des divergences dans la manière de trancher certains différends, elles ne sauraient évidemment que produire une très fâcheuse impression. Sans doute, la solution proposée n'assure pas l'unité de jurisprudence d'une manière absolue. La co-existence au sein du Conseil de prud'hommes du Grand-Bruxelles de plusieurs chambres pour ouvriers et de plusieurs chambres pour employés, rendra toujours possible des jugements contradictoires. Après avoir lu ce que nous disons ci-dessus de la spécialisation possible de certaines chambres, on reconnaîtra cependant que le danger sera très considérablement réduit. Il le sera d'autant plus que les jugements seront rédigés désormais par les assesseurs juridiques

et qu'il entre dans les intentions du Gouvernement de ne pas multiplier les assesseurs juridiques près le Conseil de prud'hommes du Grand-Bruxelles. Au lieu d'avoir des assesseurs juridiques à Schaerbeek, à Saint-Josse-ten-Noode, à Bruxelles, à Molenbeek-Saint-Jean, à Ixelles, à Forest, on n'en aura plus qu'à Bruxelles. Dans la pensée du Gouvernement, ce ne sera pas là le moyen le moins efficace d'obtenir pour les justiciables établis sur le territoire de Bruxelles et faubourgs une jurisprudence plus uniforme.

La dernière raison qui nous a portés à proposer l'institution d'un Conseil de prud'hommes unique pour les communes de l'agglomération bruxelloise est une raison d'économie. Il nous a semblé que l'économie à réaliser de ce chef sur les locaux et les dépenses de diverse nature auxquels ils donnent lieu, sur le nombre des greffiers, greffiers adjoints et commis aux écritures, comme sur celui des assesseurs juridiques ne serait pas négligeable et que, venant s'ajouter aux avantages exposés plus haut, elle achèverait de rendre intéressante la réforme proposée. Cette considération est d'autant plus digne d'attention que les appointements des assesseurs juridiques, ainsi que ceux des greffiers et greffiers adjoints feront prochainement l'objet d'un relèvement fort appréciable en suite d'une nouvelle péréquation.

La réforme en question, la chose va sans dire, a été soumise aux diverses consultations prescrites par l'article 6 de la loi organique du 9 juillet 1926. Nous devons cependant à la vérité de reconnaître que cette consultation a été quelque peu tardive et que les réponses de la plupart des autorités locales intéressées ne nous sont pas parvenues en temps utile. Il n'en a heureusement pas été ainsi des avis exprimés par les associations professionnelles de patrons, d'ouvriers et d'employés, *avis qui sont unanimement favorables*. Allant au delà du prescrit de la loi, nous avons consulté, en outre, un certain nombre de grandes

entreprises commerciales et il nous a été agréable de constater qu'elles aussi partagent complètement les vues du Gouvernement au sujet de la proposition de centralisation soumise à vos délibérations.

Nous ne dirons qu'un mot des extensions de ressort qui consistent à faire passer une ou plusieurs communes de la circonscription d'un Conseil dans celle d'un autre. La raison de ces modifications de ressort est obvie. Nous avons simplement voulu tenir compte de l'avantage résultant d'une distance moindre ou de plus grandes facilités de communications.

En dehors des Conseils de Forest, Ixelles, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Josse-ten-Noode et Schaerbeek, appelés à disparaître par suite de la création du Conseil de prud'hommes du Grand-Bruxelles, le Gouvernement ne propose de supprimer que les Conseils de Grammont, Lokeren, Renaix et Seraing. Le Gouvernement estime que l'activité de ces juridictions est réellement par trop minime. Les statistiques, en effet, démontrent qu'en 1926, le Conseil de prud'hommes de Grammont a jugé une seule affaire, celui de Lokeren trois, celui de Renaix cinq et celui de Seraing

trois. Comme, d'autre part, les communes comprises dans les ressorts de ces juridictions peuvent être rattachées respectivement, sans inconvénient sérieux, aux ressorts des Conseils d'Alost, Saint-Nicolas, Audenarde et Jemeppe-sur-Meuse, il y a là la possibilité de réaliser une économie qui, par le temps de compression de dépenses où nous vivons, ne nous paraît pas à dédaigner.

Malgré tout, cependant, le Gouvernement ne recule pas devant les frais, lorsque ceux-ci sont réellement justifiés. C'est pourquoi il vous propose d'établir un Conseil de prud'hommes à Hasselt pour toute la province du Limbourg. Le développement considérable et extraordinairement rapide de l'industrie dans cette région est trop bien connu pour qu'il soit nécessaire de défendre cette proposition.

*Le Ministre de l'Industrie, du
Travail et de la Prévoyance
sociale,*

Jos. WAUTERS.

ANNEXE AU N° 79.

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 22 MARS 1927

Projet de Loi supprimant certains Conseils de Prud'hommes, modifiant le ressort de certains autres et établissant un Conseil de Prud'hommes à Hasselt.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de prud'hommes;

Revu Notre arrêté du 10 mars 1927 réglant la mise en vigueur des dispositions de cette loi;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale présentera en Notre nom aux Chambres législatives le Projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les Conseils de prud'hommes de Forest, Ixelles, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Grammont, Lokeren, Renaix et Seraing seront supprimés à partir du 1^{er} juin 1928.

BIJLAGE VAN N° 79.

BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 22 MAART 1927

Wetsontwerp tot opheffing van sommige Werkrechtersraden, tot wijziging van het rechtsgebied van sommige andere en tot oprichting van een Werkrechtersraad te Hasselt.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 9 Juli 1926 op de Werkrechtersraden;

Herzien Ons besluit d.d. 10 Maart 1927 houdende regeling van het in werking treden van de bepalingen dier wet;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg zal in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers indienen het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De Werkrechtersraden te Vorst, Elsene, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Noode, Schaerbeek, Geeraardsbergen, Lokeren, Ronse en Seraing zijn met ingang van 1 Juni 1928 opgeheven.

(2)

ART. 2.

Les ressorts des Conseils de prud'hommes de Malines, Turnhout, Bruxelles, Hal, Louvain, Wavre, Courtrai, Roulers, Thielt, Ypres, Alost, Audenarde, Saint-Nicolas, La Louvière, Pâturages, Huy, Jemeppe-sur-Meuse, Liège, Verviers, Andenne, Auvelais, Dinant et Namur sont modifiés conformément aux indications contenues dans la deuxième colonne du tableau ci-après :

SIÈGE DU CONSEIL	RESSORT
	<i>Province d'Anvers.</i>
MALINES.	Toutes les communes de l'arrondissement judiciaire de Malines.
TURNHOUT.	Les communes des cantons judiciaires d'Arendonck, Hérenthals, Hoogstraeten, Moll et Turnhout.
	<i>Province de Brabant.</i>
BRUXELLES.	Les communes des cantons judiciaires d'Anderlecht, Bruxelles, Ixelles, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek et Uccle; La commune de Tervueren, du deuxième canton judiciaire de Louvain.
HAL.	Les communes du canton judiciaire de Hal; Les communes de Hautecroix, Hérinnes, Herffelingen, Gammerages, Oetinghen, Thollembeek et Vollezeele, du canton judiciaire de Lennick-Saint-Quentin.
LOUVAIN.	Les communes des deux cantons judiciaires de Louvain, à l'exception de Tervueren; Les communes de Thildonck et de Wespelaer, du canton judiciaire de Haecht.
WAVRE.	Les communes du canton judiciaire de Wavre; Les communes de Corbais et de Mont-Saint-Guibert, du canton judiciaire de Perwez.
	<i>Province de la Flandre Occidentale.</i>
COURTRAI.	Les communes des cantons judiciaires d'Avelghem, Courtrai, premier canton (N. E.), Harlebeke, Moorseele et Oostroosebeke;

ART. 2.

Het rechtsgebied der Werkrechtersraden te Mechelen, Turnhout, Brussel, Halle, Leuven, Waver, Kortrijk, Roeselare, Thielt, Yper, Aalst, Audenaarde, Sint-Nicolaas, La Louvière, Pâturages, Hoei, Jemeppe-aan-de-Maas, Luik, Verviers, Andenne, Auvelais, Dinant en Namen wordt gewijzigd overeenkomstig de aanduidingen vervat in de tweede kolom van benedenstaande tabel:

ZETEL VAN DEN RAAD	RECHTSGEBIED
	<i>Provincie Antwerpen.</i>
MECHELEN.	Al de gemeenten van het rechterlijk arrondissement Mechelen.
TURNHOUT.	De gemeenten der rechterlijke kantons Arendonck, Herenthals, Hoogstraeten, Moll en Turnhout.
	<i>Provincie Brabant.</i>
BRUSSEL.	De gemeenten der rechterlijke kantons Anderlecht, Brussel, Elsene, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Sint-Joost-ten-Noode, Schaarbeek en Ukkel; De gemeente Tervueren van het tweede rechterlijk kanton Leuven.
HALLE.	De gemeenten van het rechterlijk kanton Halle; De gemeenten Hautecroix, Herinnes, Herffelingen, Galmaerde, Oetinghen, Thollembeek en Vollezeel, van het rechterlijk kanton Sint-Quintens-Lennick.
LEUVEN.	De gemeenten der twee rechterlijke kantons Leuven, met uitzondering van de gemeente Tervueren; De gemeenten Thildonck en Wespelaer, van het rechterlijk kanton Haecht.
WAVER.	De gemeenten van het rechterlijk kanton Waver; De gemeenten Corbais en Mont-Saint-Guibert, van het rechterlijk kanton Perwez.
	<i>Provincie West-Vlaanderen.</i>
KORTRIJK.	De gemeenten der rechterlijke kantons Avelghem, Kortrijk eerste kanton (N.-O.), Harelbeke, Moorseele en Oost-Roosebeke;

SIÈGE DU CONSEIL	RESSORT
	Les communes de Marcke et Saint-Genois, du deuxième canton judiciaire (S. O.) de Courtrai ; Les communes de Bissegghem, Menin et Wevelghem, du canton judiciaire de Menin ; La commune de Helchin, du canton judiciaire de Mouscron.
ROULERS.	Les communes des cantons judiciaires de Roulers et d'Iseghem ; La commune d'Ardoye du canton judiciaire de ce nom ; Les communes de Beveren, Gits, Hooglede et Ouckene, du canton judiciaire de Hooglede ; Les communes de Dadizeele et Ledeghem, du canton judiciaire de Menin ; Les communes de Moorslede, Oost-Nieuwkerke et West-roosebeke, du canton judiciaire de Passchendale ; La commune de Lichtervelde, du canton judiciaire de Thourout.
THIELT.	Les communes des cantons judiciaires de Meulebeke, Ruysselede et Thielt ; Les communes de Coolscamp, Eeghem et Swevezele, du canton judiciaire d'Ardoye.
YPRES.	Les communes des cantons judiciaires de Messines, Poperinghe, Wervicq et Ypres (premier et deuxième cantons) ; La commune de Staden, du canton judiciaire d'Hooglede ; Les communes de Passchendale et de Zonnebeke, du canton judiciaire de Passchendale.
<i>Province de la Flandre Orientale.</i>	
ALOST.	Les communes des cantons judiciaires de Grammont, Herzele et de Ninove ; Les communes du canton judiciaire d'Alost, à l'exception de Schoonaerde et de Wichelen ; Les communes de Ophasselt et Steenhuyse-Wynhuyse, du canton judiciaire de Nederbrakel ; Les communes de Elene, Erwetegem, Essche-Saint-Liévin, Godverdegem, Grootenberge, Hillegem, Leeuwergem, Oombergen et Sottegem, du canton judiciaire de Sottegem.
AUDENARDE.	Les communes des cantons judiciaires d'Audenarde et de Renaix ;

ZETEL VAN DEN RAAD	RECHTSGEBIED
ROESELARE.	De gemeenten Marcke, Sint-Genois en van het tweede kanton Kortrijk (Z.-W.); De gemeenten Bisseghem, Meenen en Wevelghem, van het rechterlijk kanton Meenen; De gemeente Helchin van het rechterlijk kanton Moescroen. De gemeenten der rechterlijke kantons Roeselare en Iseghem; De gemeente Ardooie van het rechterlijk kanton Ardooie; De gemeenten Beveren, Gits, Hooglede en Ouckene, van het rechterlijk kanton Hooglede; De gemeenten Dadizeele en Ledeghem van het rechterlijk kanton Meenen; De gemeenten Moorslede, Oost-Nieuwkerke en West-Roosebeke, van het rechterlijk kanton Passchendaele; De gemeente Lichtervelde van het rechterlijk kanton Thourout.
THIELT.	De gemeenten der rechterlijke kantons Meulebeke, Ruysselede, Thielt; De gemeenten Coolscamp, Eeghem en Swevezele, van het rechterlijk kanton Ardooie.
YPER.	De gemeenten der rechterlijke kantons Meessen, Poperinghe, Wervik en Yper (eerste en tweede kanton); De gemeente Staden van het rechterlijk kanton Hooglede; De gemeenten Passchendaele en Zonnebeke van het rechterlijk kanton Passchendaele.
<i>Provincie Oost-Vlaanderen.</i>	
AALST.	De gemeenten der rechterlijke kantons Geeraardsbergen, Herzele en Ninove. De gemeenten van het rechterlijk kanton Aalst, ter uitzondering van Schoonaerde en Wichelen; De gemeenten Ophasselt en Steenhuyse-Wynhuyse, van het rechterlijk kanton Nederbrakel; De gemeenten Elene, Erwetegem, Sint-Lievens-Essche, Godveerdegem, Grootenberge, Hillegem, Leeuwergem, Oombergen en Sottegem, van het rechterlijk kanton Sottegem.
AUDENAARDE.	De gemeenten der rechterlijke kantons Audenaarde en Ronse;

SIÈGE DU CONSEIL	RESSORT
SAINT-NICOLAS.	Les communes de Boucle-Saint-Denis, Boucle-Saint-Blaise, Elst, Hoorebeke-Saint-Corneille, Hoorebeke-Sainte-Marie, Hundelgem, Michelbeke, Munckswalm, Rooborst, Roosebeke, Schoorisse et Segelsem, du canton judiciaire d'Hoorebeke-Sainte-Marie; Les communes de Lierde-Sainte-Marie, Lierde-Saint-Martin, Nederbrakel, Opbrakel et Parycke, du canton judiciaire de Nederbrakel; Les communes d'Audenhove-Saint-Géry, Audenhove-Sainte-Marie, Strypen et Velsique-Ruddershove, du canton judiciaire de Sottegem. Les communes des cantons judiciaires de Beveren, Lokeren, Saint-Gilles, Saint-Nicolas et Tamise; La commune d'Elversele du canton judiciaire de Hamme.
LA LOUVIÈRE.	<i>Province de Hainaut.</i> Les communes du canton judiciaire de La Louvière; Les communes du canton judiciaire de Rœulx, à l'exception de Marche-lez-Ecaussines et Mignault; Les communes de Bois-d'Haine, Familleureux, Fayt-lez-Manage, La Hestre, Manage et Seneffe, du canton judiciaire de Seneffe.
PATURAGES.	Les communes de Hornu, Quaregnon, Saint-Ghislain, Wasmes et Wasmuel, du canton judiciaire de Boussu; Les communes de Ciply, Cuesmes, Flénu et Jemappes, du canton judiciaire de Mons; Les communes d'Aulnois, Blaregnies, Bougnies, Eugies, Frameries, Genly, Gœgnies-la-Chaussée, La Bouverie, Noirchain, Pâturages, Quévy-le-Grand, Quévy-le-Petit et Sars-la-Bruyère, du canton judiciaire de Pâturages.
HUY.	<i>Province de Liège.</i> Les communes de Bas-Oha, Couthuin, Huccorgne, Moha et Seilles, du canton judiciaire de Héron; Les communes du canton judiciaire de Huy, à l'exception de Bois-et-Borsu, Fumal, Ocquier, Ombret-Rawsa et Pailhe; Les communes de Flône et de Villers-le-Bouillet, du canton judiciaire de Jehay-Bodegnée;

ZETEL VAN DEN RAAD	RECHTSGEBIED
SINT-NICOLAAS.	De gemeenten Sint-Denys-Boekel, Sint-Blazius-Boekel, Elst, Sint-Cornelis-Hoorebeke, Sinte-Maria-Hoorebeke, Hundelgem, Michelbeke, Munckzwalm, Rooborst, Roosebeke, Schoorisse en Segelsem, van het rechterlijk kanton Sinte-Maria-Hoorebeke; De gemeenten Sinte-Maria-Lierde, Sint-Martens-Lierde, Nederbrakel, Opbrakel en Paricke, van het rechterlijk kanton Nederbrakel; De gemeenten Sint-Goorix-Audenhove, Sinte-Maria-Audenhove, Strippen en Velsieque-Ruddershove, van het rechterlijk kanton Sottegem. De gemeenten der rechterlijke kantons Beveren, Lokeren, Sint-Gillis, Sint-Nicolaas en Temsche; De gemeente Elversele van het rechterlijk kanton Hamme.
LA LOUVIÈRE.	<i>Provincie Henegouw.</i> De gemeenten van het rechterlijk kanton La Louvière; De gemeenten van het rechterlijk kanton Rœulx, ter uitzondering van Marche-lez-Ecaussines en Mignault; De gemeenten Bois-d'Haine, Familleureux, Fayt-lez-Manage, La Hestre, Manage en Seneffe, van het rechterlijk kanton Seneffe.
PÂTURAGES.	De gemeenten Hornu, Quaregnon, Sint-Ghislain, Wasmes en Wasmuel, van het rechterlijk kanton Boussu; De gemeenten Ciply, Cuesmes, Flénu en Jemappes, van het rechterlijk kanton Bergen; De gemeenten Aulnois, Blaregnies, Bougnies, Eugies, Frameries, Genly, Goegnies-la-Chaussée, La Bouverie, Noirchain, Pâturages, Quévy-le-Grand, Quévy-le-Petit en Sars-le-Bruyère, van het rechterlijk kanton Pâturages.
HOEI.	<i>Provincie Luik.</i> De gemeenten Bas-Oha, Couthuin, Huccorgne, Moha en Seilles, van het rechterlijk kanton Héron; De gemeenten van het rechterlijk kanton Hoei, ter uitzondering van Bois-et-Borsu, Fumal, Ocquier, Ombret-Rawsa en Pailhe ; De gemeenten Flône en Villers-le-Bouillet, van het rechterlijk kanton Jehay-Bodegnée;

SIÈGE DU CONSEIL	RESSORT
JEMEPPE-SUR-MEUSE.	Les communes de Hermalle-sous-Huy et Modave, du canton judiciaire de Nandrin. Les communes d'Awans, Awirs, Bierset, Chokier, Engis, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle-Grande, Flémalle-Haute, Gleixhe, Hollogne-aux-Pierres, Horion-Hozémont, Jemeppe-sur-Meuse, Loncin, Mons, Montegnée, Roloux, Velroux et Voroux-Goreux, du canton judiciaire de Hollogne-aux-Pierres; La commune de Saint-Georges, du canton judiciaire de Jehay-Bodegnée; Les communes du canton judiciaire de Seraing-sur-Meuse.
FLÉRON.	Les communes des cantons judiciaires de Dalhem, Fexhe-Slins, Grivegnée, Herstal, Liège et Saint-Nicolas; Les communes de Chaudfontaine, Chênée, Embourg, Forêt, Nessonvaux et Vaux-sous-Chèvremont, du canton judiciaire de Fléron; La commune de Grâce-Berleur, du canton judiciaire de Hollogne-aux-Pierres; La commune de Fraipont et de Gomzé-Andoumont, du canton judiciaire de Louveigné.
VERVIERS.	Les communes des cantons judiciaires d'Aubel, Dison, Herve, Limbourg, Spa et Verviers.
<i>Province de Namur.</i>	
ANDENNE.	Les communes du canton judiciaire d'Andenne; Les communes de Bierwart et de Pontillas, du canton judiciaire d'Eghezée.
AUVELAIS.	Les communes du canton judiciaire de Fosses, à l'exception d'Arbre, Bois-de-Villers, Denée, Ermeton-sur-Biert, Lesve, Profondeville et Sosoye; Les communes de Balâtre, Bossière, Bothey, Jemeppe-sur-Sambre, Ligny, Masy, Onoz, Saint-Martin, Sombrefe, Tongrinne et Velaines, du canton judiciaire de Gembloux; La commune de Moustier-sur-Sambre, du canton judiciaire de Namur, 1^{er} canton (Nord).

ZETEL VAN DEN RAAD	RECHTSGEBIED
	De gemeenten Hermalle-sous-Huy en Modave, van het rechterlijk kanton Nandrin.
JEMEPE-SUR-MEUSE.	De gemeenten Awans, Awirs, Bierset, Chokier, Engis, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle-Grande, Flémalle-Haute, Gleixhe, Hollogne-aux-Pierres, Horion-Hozémont, Jemeppe-sur-Meuse, Loncin, Mons, Montegnée, Roloux, Velroux en Voroux-Goreux, van het rechterlijk kanton Hollogne-aux-Pierres; De gemeente Sint-Georges van het rechterlijk kanton Jehay-Bodegnée; De gemeenten van het rechterlijk kanton Seraing-sur-Meuse.
LUIK.	De gemeenten der rechterlijke kantons Dalhem, Fexhe-Slins, Grivegnée, Herstal, Luik en Sint-Nicolas; De gemeenten Chaudfontaine, Chênée, Embourg, Forêt, Nessonvaux en Vaux-sous-Chèvremont, van het rechterlijk kanton Fléron; De gemeente Grâce-Berleur van het rechterlijk kanton Hollogne-aux-Pierres; De gemeenten Fraipont en Gomzé-Andoumont, van het rechterlijk kanton Louveigné.
VERVIERS.	De gemeenten der rechterlijke kantons Aubel, Dison, Herve, Limbourg, Spa en Verviers.
	<i>Provincie Namen.</i>
ANDENNE.	De gemeenten van het rechterlijk kanton Andenne; De gemeenten Bierwart en Pontillas, van het rechterlijk kanton Eghezée.
AUVELAIS.	De gemeenten van het rechterlijk kanton Fosses, ter uitzondering van Arbre, Bois-de-Villers, Denée, Ermeton-sur-Biert, Lesve, Profondeville en Sosoye; De gemeenten Balâtre, Bossière, Bothey, Jemeppe-sur-Sambre, Ligny, Masy, Onoz, Saint-Martin, Sombreffe, Tongrinne en Velaines, van het rechterlijk kanton Gembloux; De gemeente Moustier-sur-Sambre, van het rechterlijk kanton Namen, 1 ^{ste} kanton (Noord).

SIÈGE DU CONSEIL	RESSORT
DINANT.	Les communes du canton judiciaire de Dinant; Les communes de Durnal et de Spontin, du canton judiciaire de Ciney; Les communes de Denée, Ermeton-sur-Biert et Sosoye, du canton judiciaire de Fosses.
NAMUR.	Les communes du canton judiciaire d'Eghezée, à l'exception de Bierwart et de Pontillas; Les communes d'Arbre, Bois-de-Villers, Lesve et Profondeville, du canton judiciaire de Fosses; Les communes de Beuzet, Corroy-le-Château, Ernage, Gembloux, Grand-Leez, Grand-Manil, Isnes, Keumiée, Lonzée et Sauvenière, du canton judiciaire de Gembloux; Les communes des cantons judiciaires de Namur, à l'exception de Moustier-sur-Sambre.

Les modifications apportées aux ressorts des Conseils de prud'hommes dont le siège est indiqué dans la première colonne du tableau qui précède, entreront en vigueur, au point de vue de la compétence, le 1^{er} juin 1928.

ART. 3.

Le Conseil de prud'hommes de Bruxelles pourra comprendre plus d'une chambre pour ouvriers et plus d'une chambre pour employés.

ART. 4.

La première chambre pour ouvriers et la première chambre pour employés seront présidées alternativement par les deux présidents du Conseil.

Les chambres suivantes seront présidées de la même manière par des vice-présidents nommés dans les mêmes conditions que les présidents.

L'arrêté royal qui nommera les vice-présidents, indiquera en même temps la chambre pour ouvriers et la chambre

De wijzigingen gebracht aan het rechtsgebied der Werkrechtersraden, waarvan de zetel gevestigd is in de gemeente aangegeven in de eerste kolom van bovenstaande tabel, worden van kracht met betrekking tot de rechtsbevoegdheid, den 1ⁿ Juni 1928.

ART. 3.

De Werkrechtersraad te Brussel mag meer dan één werkliedenkamer en meer dan één bediendenkamer bevatten.

ART. 4.

De eerste werkliedenkamer en de eerste bediendenkamer worden beurtelings voorgezeten door de twee raadsvoorzitters.

De volgende kamers worden op dezelfde wijze voorgezeten door ondervoorzitters, benoemd onder dezelfde voorwaarden als de voorzitters.

In het Koninklijk besluit waarbij de ondervoorzitters worden benoemd, dient terzelfdertijd aangegeven welke werk-

ZETEL VAN DEN RAAD	RECHTSGEBIED
DINANT.	De gemeenten van het rechterlijk kanton Dinant; De gemeenten Durnal en Spontin, van het rechterlijk kanton Ciney; De gemeenten Denée, Ermeton-sur-Biert en Sosoye, van het rechterlijk kanton Fosses.
NAMEN.	De gemeenten van het rechterlijk kanton Eghezée, ter uitzondering van Bierwart en Pontillas; De gemeenten Arbre, Bois-de-Villers, Lesve en Profondeville, van het rechterlijk kanton Fosses; De gemeenten Beuzet, Corroy-le-Château, Ernage, Gembloux, Grand-Leez, Grand-Manil, Isnes, Keumiée, Lonzée en Sauvenière, van het rechterlijk kanton Gembloux; De gemeenten der rechterlijke kantons Namen, ter uitzondering van Moustier-sur-Sambre.

pour employés qu'ils auront à présider dans les conditions déterminées par l'article 25, alinéas 7, 8 et 10 de la loi du 9 juillet 1926.

Si le nombre des chambres pour ouvriers est supérieur à celui des chambres pour employés, l'un des deux vice-présidents des chambres pour ouvriers en surnombre devra être choisi exclusivement par les prud'hommes ouvriers et parmi eux.

Les dispositions de l'article 50, alinéa 5, et l'article 95 de la loi du 9 juillet 1926, relatives aux présidents du Conseil, sont également applicables aux vice-présidents.

ART. 5.

Le président du Conseil répartira les conseillers prud'hommes entre les diverses chambres en se conformant au prescrit de l'article 10, alinéa 2, de la loi du 9 juillet 1926 et en tenant compte, dans la mesure du possible, de la profession exercée par chacun des membres. Toutefois, cette répartition n'entrera en vi-

liedenkamer en welke bediendenkamer ze dienen voor te zitten onder de voorwaarden bepaald bij artikel 25, alinea's 7, 8 en 10 der wet van 9 Juli 1926.

Is het getal werkliedenkamers grooter dan dat der bediendenkamers, dan dient een van de twee ondervoorzitters der overtallige werkliedenkamers uitsluitend door en onder de werkrechtters-werklieden gekozen.

De bepalingen van artikel 50, alinea 5, en van artikel 95 der wet van 9 Juli 1926, betreffende de raadsvoorzitters, zijn eveneens van toepassing op de ondervoorzitters.

ART. 5.

De raadsvoorzitter duidt de werkrechtters voor de verschillende kamers aan overeenkomstig de bepaling van artikel 10, alinea 2, der wet van 9 Juli 1925, daarbij zooveel mogelijk rekening houdende met het door elken werkrechtter uitgeoefend bedrijf. Bovenbedoelde aanduiding echter wordt eerst geldig na

gueur qu'après avoir été approuvée par le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

Les deux présidents du Conseil feront en tout cas partie de la première chambre pour ouvriers ou de la première chambre pour employés.

ART. 6.

Le Roi déterminera le nombre des assesseurs juridiques près le Conseil de prud'hommes de Bruxelles.

En les nommant, Il désignera la ou les chambres auxquelles chacun d'eux sera attaché.

ART. 7.

Le greffier exercera ses fonctions auprès du Conseil ainsi qu'auprès de la première chambre pour ouvriers et la première chambre pour employés.

Les greffiers adjoints seront répartis par les soins du greffier entre les autres chambres.

Le greffier et les greffiers adjoints se suppléeront l'un l'autre le cas échéant.

ART. 8.

Le président du Conseil répartira les affaires entre les diverses chambres de manière à ce que celles-ci soient normalement occupées et en tenant compte, dans la mesure du possible, de la profession exercée par les parties ainsi que, le cas échéant, de la nature de la contestation.

ART. 9.

Les chambres spéciales dont il est question aux articles 42 et 65 de la loi du 9 juillet 1926, seront composées d'un conseiller ouvrier et d'un membre employeur pris dans l'une des chambres pour ouvriers ainsi que d'un conseiller employé et d'un membre employeur pris dans l'une des chambres pour employés.

Le bureau de conciliation spécial dont

goedkeuring ervan door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg.

De twee raadsvoorzitters maken in elk geval deel uit van de eerste werkliedenkamer of van de eerste bediendenkamer.

ART. 6.

De Koning bepaalt het getal rechtskundige bijzitters voor den Werkrechtssraad te Brussel.

Bij hun benoemingsbesluit duidt Hij tevens aan tot welke kamer of kamers elk van hun behoort.

ART. 7.

De griffier oefent zijn ambt uit bij den raad alsook bij de eerste werkliedenkamer en bij de eerste bediendenkamer.

De adjunct-griffiers worden door den griffier aangeduid voor de overige kamers.

Griffier en adjunct-griffiers vervangen elkaar in voorkomend geval.

ART. 8.

De raadsvoorzitter verdeelt de zaken onder de verschillende kamers in dier voege dat ze geregeld bezigheid hebben, daarbij zooveel mogelijk rekening houdende met het door partijen uitgeoefend bedrijf, alsmede, in voorkomend geval, met den aard van het geschil.

ART. 9.

De bijzondere kamers, waarvan sprake in de artikelen 42 en 65 der wet van 9 Juli 1926, dienen samengesteld uit een rechter-werkman en een rechter-werkgever, genomen in een der werkliedenkamers evenals uit een rechter-bediende en een rechter-werkgever genomen in een der bediendenkamers.

Het bijzonder verzoeningsbureau waar-

il est question à l'article 50 de la même loi, sera composé, par les soins du président du Conseil, d'un prud'homme ouvrier et d'un prud'homme employé faisant partie respectivement du bureau de conciliation de l'une des chambres pour ouvriers et du bureau de conciliation de l'une des chambres pour employés.

ART. 10.

Les charges énoncées à l'article 98 de la loi du 9 juillet 1926 seront supportées par la Ville de Bruxelles à concurrence de la moitié.

L'autre moitié sera supportée par les autres communes comprises dans le ressort, chacune d'elles intervenant en proportion du nombre des ouvriers et employés inscrits sur ses listes électorales prud'homales. La répartition de la dépense aura lieu de la manière déterminée à l'article 97, alinéa 3, de la loi du 9 juillet 1926.

Si les locaux mis à la disposition du Conseil appartiennent à la Ville de Bruxelles, la valeur locative en sera fixée par la députation permanente du Conseil provincial.

ART. 11.

Un Conseil de prud'hommes est institué à Hasselt.

Son ressort comprend toutes les communes de la province de Limbourg.

ART. 12.

L'appel des sentences rendues par le Conseil de prud'hommes de Hasselt sera porté devant le Conseil de prud'hommes d'appel d'Anvers.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 13.

Les Conseils de prud'hommes de Fo-

van sprake in artikel 50 derzelfde wet, dient door den raadsvoorzitter samengesteld uit een rechter-werkman en een rechter-bediende, deel uitmakende onderscheidenlijk van het verzoeningsbureau van een der werkliedenkamers en van het verzoeningsbureau van een der bediendenkamers.

ART. 10.

De bij artikel 98 der wet van 9 Juli 1926 voorziene lasten worden voor de helft gedragen door de Stad Brussel.

De wederhelft wordt gedragen door de overige gemeenten van het rechtsgebied, elk naar verhouding van het getal op haar kiezerslijsten voor de werkrechtersraden ingeschreven werklieden en bedienden. De omslag der kosten wordt gedaan op de wijze bepaald bij artikel 97, alinea 3, der wet van 9 Juli 1926.

Behooren de ter beschikking van den Raad gestelde lokalen de Stad Brussel toe, dan dient de huurwaarde ervan te worden vastgesteld door de Deputatie van den Provincieraad.

ART. 11.

Een Werkrechtersraad wordt opgericht te Hasselt.

Het rechtsgebied ervan omvat al de gemeenten der provincie Limburg.

ART. 12.

Hooger beroep van de door den Werkrechtersraad te Hasselt gedane uitspraken dient ingesteld bij den Werkrechtersraad van Hooger Beroep te Antwerpen.

OVERGANGSBEPALINGEN.

ART. 13.

De Werkrechtersraden te Vorst, El-

rest, Ixelles, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Grammont, Lokeren, Renaix et Seraing continueront à exister jusqu'au 1^{er} septembre 1928 pour vider les contestations qui, au 1^{er} juin de la même année, seront encore pendantes devant ces juridictions.

Un arrêté royal pourra, s'il y a lieu, prolonger l'existence de ces conseils au delà du 1^{er} septembre 1928 à la même fin.

ART. 14.

Les contestations au sujet desquelles l'un des Conseils de prud'hommes énumérés à l'article 2 ou toute autre juridiction cesseront d'être compétents à partir du 1^{er} juin 1928, en vertu de la présente loi, seront néanmoins vidées par eux s'ils en sont encore saisis à cette date.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 1927.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

J. WAUTERS.

sene, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joosten-Noode, Schaarbeek, Geeraardsbergen, Lokeren, Ronse en Seraing blijven bestaan tot 1 September 1928 om de geschillen te beslechten die op 1 Juni van hetzelfde jaar bij die gerechten nog aanhangig zullen zijn.

Met hetzelfde doel kan het bestaan dier raden, zoo daartoe reden bestaat, bij Koninklijk besluit na dien datum worden verlengd.

ART. 14.

De geschillen, waaromtrent een der onder artikel 2 opgesomde Werkrechtersraden of elk ander gerecht, krachtens deze wet, van 1 Juni 1928 af alle rechtsbevoegdheid zullen verliezen, dienen er nochtans door beslecht zoo ze daarbij nog aanhangig zijn op dien datum.

Gegeven te Brussel, den 21ⁿ Maart 1927.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*